Cinquante-neuvième année. - N ° 190 A Vendredi 3 octobre 2025

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 2640

28 – EURE-ET-LOIR

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHARTRES

Jugement d'ouverture

Date : 25 septembre 2025.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
349 649 871 RCS Chartres.
GAP.
Forme : Société par Actions Simplifiée.
Activité : l'achat, la vente de tous produits commerciaux ayant trait à la maçonnerie, à l'électricité et appareils électro-menagers à la plomberie, à l'installation sanitaire à la menuiserie, à la peinture, à la vitrerie et objets pour cadeaux, à la verrerie, à la vaisselle, à la mercerie, aux produits de menage et d'entretien, au jardinage, à la quincaillerie, et d'une manière générale à toutes activités manuelles de bricolage. l'achat, la vente, la location de petits matériels d'outillage concernant les activités manuelles de bricolage. l'achat, la vente de matériaux nécessaires à ces mêmes activités, l'achat, la vente de fleurs, plantes, végétaux, l'achat, la vente de tous objets destinés à la décoration au rangement, à l'amélioration et à l'agrément de tous locaux. la création, l'acquisition et l'exploitation et l'exploitation de tous autres fonds de commerce et établissement de même natures..
Adresse : Lieu Dit Diève Cd 05, Base de Garancières, 28700 Garancières-en-Beauce.
Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 26 mars 2024, désignant liquidateur Selarl Pja Représentée par Maître Pascal Joulain 7/9 rue du Docteur Maunoury Cs 20218 28008 Chartres. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la présente publication.